

LA KABYLIE EN ALGÉRIE

par Yves Montenay

LA POPULATION KABYLE ET SES LANGUES

La Kabylie a environ 4 millions d'habitants, dont 3,5 de berbérophones de langue maternelle : ces chiffres sont arrondis, car sa définition territoriale est floue, et il n'y a pas de recensement linguistique. Le kabyle – taqbaylit – est le principal dialecte berbère d'Algérie avec environ les deux tiers des locuteurs, les autres zones berbères, parfois très étendues, étant beaucoup moins denses (données de l'INALCO en 2007).

On distingue habituellement la Grande Kabylie, à l'ouest, autour de Tizi Ouzou, et la Petite Kabylie à l'est, moins rude et ouverte sur la mer à Bejaia (Bougie). Les différentes variétés de kabyle sont d'usage général dans la vie quotidienne, en ville comme à la campagne, par les jeunes comme par les vieux. L'arabe standard, dit souvent « classique », seule langue officielle de l'Algérie jusqu'en 2016, a son emploi cantonné à l'enseignement, à la religion et aux administrations de l'État central.

Pour le reste, en Kabylie, c'est plutôt le français qui est employé pour les usages écrits et, de façon presque exclusive, dans le commerce et la publicité. L'usage oral du français est également fréquent dans les conversations, et pas seulement avec « les cousins » venant de France chaque année. Et les conversations familières sont émaillées de termes français.

La diaspora kabyle comprend notamment les 2 millions de Kabyles à Alger, les 1 million établis en France, mais aussi au Québec et ailleurs.

HISTOIRE DE LA KABYLIE : Invasions et résistances

À l'arrivée des Carthaginois en 814 avant JC, puis des Romains en 146 avant JC, les Berbères peuplent probablement toute l'Afrique du Nord à l'ouest du Nil, donc, en plus du Maghreb et du Sahara, une bonne partie de l'Égypte et de la Libye. Des groupes minoritaires subsistent dans ces derniers pays.

Rappelons que le mot « berbère » est considéré à tort comme péjoratif (du fait de sa parenté avec le mot français « barbare »), car il veut simplement dire : « ne parlant ni latin ni grec ». Les Berbères utilisent le terme « homme libre » pour se nommer.

Après la chute de Carthage, les Romains, qui s'étaient momentanément appuyés sur les Berbères, vont peu à peu contrôler l'essentiel de cette région, sauf le Sahara. L'histoire a notamment retenu la résistance de Jugurtha (160-104 avant JC), roi de Numidie (centre et est du Maghreb) contre Rome.

Les Romains développent et christianisent le pays, puis sont chassés 5 siècles plus tard par les Vandales. Les Berbères à l'intérieur et les Byzantins sur la côte reprennent peu à peu le contrôle du Maghreb, puis ces derniers se font chasser par les Arabes (670-698), qui se retrouvent donc face aux Berbères. La conquête arabe est longue et difficile, un moment illustrée par la résistance de la reine berbère Kahina (tuée en 701). Ces diverses invasions, auxquelles s'ajoutera plus tard celle des nomades arabes hillaliens (défaite berbère de 1058, mais surtout destruction de l'agriculture pendant des générations), ruinent l'ancien grenier à blé

qu'était l'Afrique romaine, et feront disparaître en quelques siècles l'importante chrétienté maghrébine.

Ces invasions ont laissé une certaine animosité entre Arabes et Berbères, quoi que certains Arabes dénie le mot « invasion ». Il faut également préciser, ce qui n'est pas ressenti par tout le monde, que la masse de la population algérienne est probablement d'origine berbère, qu'elle ait gardé sa langue, ou qu'elle l'ait abandonnée pour la « darija », la langue locale majoritaire souvent appelée « arabe dialectal ».

Cette période « arabe » va durer jusqu'à l'arrivée des Français en 1830. Elle verra de nombreuses dynasties arabes ou berbères régner sur telle ou telle partie du Maghreb, puis l'arrivée des Turcs. Seules une partie des régions montagneuses de l'Algérie resteront berbérophones, dont la Kabylie. Ses tribus garderont autonomie ou indépendance, moyennant tribut aux Turcs à certains moments.

UNE PÉRIODE FRANÇAISE AMBIVALENTE

Les Français débarquent en 1830 dans la Régence d'Alger, à la fin du règne de Charles X, qui souhaitait « occuper loin de Paris » une armée restée bonapartiste. La régence turque (très nominale ottomane) est balayée et le bonapartisme réhabilité avec l'arrivée de Louis-Philippe ; il hésite à poursuivre sa conquête. C'est en 1850 qu'aura lieu l'offensive visant à occuper la Kabylie. Elle durera sept ans ! Et dans les années 1870, il y aura de nouveau des révoltes.

Cette résistance et ces révoltes seront mythifiées par des récits épiques qui renforceront l'identité locale, même si les archives françaises font une analyse plus classique de la campagne, et insistent sur le fractionnement tribal et sur les ralliements traditionnels « *au vainqueur désigné par Dieu* ». Parallèlement, une géographie plus propice aux révoltes qu'à l'exploitation agricole européenne explique la très faible installation des Pieds-Noirs dans la région kabyle, surtout en Grande Kabylie.

Napoléon III voulait « un royaume franco-arabe », et avait déclaré aux colons qu'ils ne pourraient rester « *qu'avec l'accord de la majorité de la population* ». Mais, après son départ, le cadre juridique devint, sous la pression des Pieds-noirs, celui de « *l'Algérie française* », et donc bénéficia des crédits « Jules Ferry » destinés à la scolarisation des musulmans.

Hélas ces crédits furent détournés par les Pieds-noirs, et attribués à des travaux d'infrastructures « plus urgents », sauf en Kabylie, où il y avait beaucoup moins de Pieds-noirs, qui fut ainsi la région d'Algérie où la scolarisation des musulmans fut la plus forte, 15 %, selon Yves Lacoste dans son étude « *Géopolitique de la langue française* » (revue Hérodote n° 126, septembre 2007, pages 17 à 35). D'où une assez bonne diffusion du français dans cette région, et des possibilités corrélatives d'emploi à Alger et en France pour ses habitants.

Plus généralement, ce sont plutôt les « Français de France », terme à connotation positive, qui ont joué un grand rôle en Kabylie, alors qu'ailleurs en Algérie dominaient les futurs « Pieds-noirs », chrétiens d'Espagne et des îles méditerranéennes (Corse, Sicile, Malte ...), bien plus communautaristes, c'est-à-dire marquant davantage la différence avec les musulmans que les Français « continentaux ». Ces « Français de France » furent notamment les Pères Blancs. Leur impact fut limité en matière de conversion au christianisme, mais ils contribuèrent à la relative scolarisation et francisation, tandis que leurs archives fournissent d'excellentes études sur la société kabyle et sa langue.

L'action de ces Européens cultivés, combinée à celles de Kabyles de formation française, tels, parmi bien d'autres, Mouloud Mammeri (1917–1989) et Jean-El Mouloud Amrouche (chrétien, 1906-1962), dont j'ai recueilli le témoignage familial, à la fois écrivains francophones et promoteurs du kabyle, explique pourquoi cette langue kabyle a été si bien étudiée, et pourquoi sa transcription s'en est faite spontanément en caractères latins et non en caractères arabes, comme on peut le vérifier par les graffitis et sur les multiples sites Internet kabyles.

De tout cela, les populations arabophones retiennent « des manœuvres coloniales destinées à diviser les populations algériennes », ce qui nourrit toujours aujourd'hui la méfiance des autorités envers le particularisme kabyle, et, en retour, renforce ce dernier dans l'attachement à son identité.

LA PROBLÉMATIQUE KABYLE ACTUELLE : Une Algérie « arabo-musulmane »

L'indépendance algérienne a été précédée d'une guerre qui a, officiellement, duré de novembre 1954 à mars 1962, avec des activités militaires concentrées sur la période 1956-1961. L'histoire officielle algérienne insiste sur l'importance de l'engagement kabyle pour l'indépendance. Les témoignages de terrain, très documentés, font apparaître une réalité beaucoup plus complexe et très noire, avec des violences terribles et leurs représailles dans les nombreux camps en présence, alors que l'histoire officielle algérienne n'en retient que deux, l'armée française et le Front de libération nationale (FLN).

L'indépendance se traduira par la prise du pouvoir par les militaires du camp « arabo-musulman » (donc niant la berbéricité) et le massacre ou l'exode vers France des Kabyles ayant combattu côté français ou réputés avoir eu des sympathies « collaborationnistes », ce qui laissait une énorme marge d'appréciation après un siècle de contacts. En particulier, une partie des chrétiens et des harkis vivent maintenant en France. Une bonne part des chefs kabyles du FLN seront exécutés ou s'exileront. Le plus célèbre d'entre eux, Krim Belcacem, sera assassiné en Allemagne en 1970 par les services secrets algériens.

Le nouveau pouvoir comprendra de nombreux berbères (deux présidents algériens, Houari Boumediène et Lamine Zéroual sont des Chaouis de la zone berbérophone du sud-est algérien comprenant le massif des Aurès), mais relativement peu de Kabyles. Dans ce contexte, la Kabylie et le pouvoir central entretiendront une méfiance réciproque qui se traduira par de nombreuses contestations pacifiques ou violentes.

Dès 1963, le Front des Forces Socialistes de Hocine Aït Ahmed conteste l'autorité d'Alger. Avec le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie), ce sont deux partis « berbéristes » et « laïques », qui représentent un temps les Kabyles, plus tard relayés par les Arouch, assemblées locales traditionnelles non officiellement reconnues.

En 1980, la région et les universités algéroises connaissent plusieurs mois de manifestations, et de répression, réclamant l'officialisation du kabyle : c'est le « *Printemps berbère* ». Le réveil culturel est ensuite entretenu par le durcissement de l'arabisation. En 1994-1995, c'est « *la grève du cartable* » avec boycott de l'école officielle arabophone. En 1998, la région s'embrase à nouveau à l'occasion d'un nouveau durcissement de l'arabisation, et après l'assassinat du chanteur berbérophone Lounès Matoub, devenu opposant depuis le remplacement du français par l'arabe à l'école en 1968 (de 1962 à 1968, des enseignants français assuraient « la coopération » avec l'Algérie). À partir d'avril 2001, ce sont les émeutes du « printemps noir », dont la répression fera des milliers de victimes.

Tout cela, s'ajoutant à l'échec économique du gouvernement algérien et au surpeuplement rural, alimentera une émigration continue vers la France et le reste du monde. Cela est également probablement la cause d'un certain retour vers le christianisme, avec une composante évangélique cette fois (phénomène mondial), dont l'importance est vraisemblablement limitée, mais qui est violemment dénoncée par le pouvoir. Sur le plan politique, cette méfiance se traduit par des réflexions sur l'autonomie, dont celles du Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie, le MAK ou l'indépendance, mais qui s'expriment surtout dans la diaspora.

Sur place l'importance de ce courant est difficile à évaluer, et est limitée par la conscience de la faiblesse économique de la région, et par celle que l'argent du pétrole, quasi unique ressource algérienne, passe par le gouvernement central.

Les revendications sont donc d'abord linguistiques en raison de 30 ans de négation du français et du kabyle.

Jusque vers l'an 2.000, les langues berbères, dont le kabyle, ainsi que le français, seront officiellement ignorées, mais continueront à être pratiquées. On assiste même à un début de circulation de textes écrits en kabyle. Le mouvement, commencé dès le début du XXe siècle, s'est accéléré depuis 1970 en réaction à l'arabisation.

On dispose maintenant de traductions et d'adaptations d'œuvres littéraires internationales, françaises ou maghrébines. Pour ces dernières il s'agit souvent de traduction en kabyle d'œuvres rédigées en français par des enfants du pays comme Feraoun ou Mammeri. On dispose également des versions écrites des œuvres jusqu'à présent orales : contes, poèmes, chants... Citons Taos Amrouche, la sœur de Jean, chrétienne elle aussi (ce qui est souvent ignoré des Algériens), qui a popularisé les chants kabyles en Algérie et au-delà.

Une reconnaissance récente très partielle : Depuis quelques années, la tendance est plutôt à l'apaisement, tant vis-à-vis du français que du kabyle, ces deux langues étant liées aux yeux de la population locale. Le français a été ponctuellement utilisé par le président Bouteflika, au pouvoir jusqu'en 2019, qui l'a toujours parfaitement maîtrisé, et l'étude du berbère comme spécialité universitaire a été réintroduite. En 2002 le berbère a été proclamé « langue nationale », l'arabe restant la seule langue officielle jusqu'en 2016.

Mais qu'est-ce que « le berbère » alors que ce terme regroupe plusieurs langues ? Certains en appellent à une standardisation de ces langues, ce qui retarderait encore leur enseignement. Et une langue « standardisée » n'est plus la langue parlée. C'est clair pour le breton en France et bien d'autres langues locales. Et la pression pour l'arabe subsiste, avec une loi sur la non-valeur juridique des documents rédigés en français, et en 1999 et en 2005 l'alignement autoritaire des écoles privées francophones sur l'enseignement officiel arabophone (avec possibilité d'horaires supplémentaires en français). En 2020, le français est toujours attaqué dans toute l'Algérie.

Si l'enseignement du kabyle et en kabyle dans le secondaire, voire le primaire, est maintenant autorisé, il est impossible de savoir dans quelle mesure cet enseignement du kabyle est effectif. Outre les problèmes prévisibles (enseignants non formés, absence de manuels etc.), s'est posé le problème de la transcription. Si celle de la langue kabyle en caractères latins est d'usage général, elle n'est pas politiquement correcte. Celle en alphabet arabe le serait, mais ne serait probablement pas acceptée. Finalement, comme au Maroc, on a choisi la transcription en tifinagh, alphabet totalement oublié des Berbères, sauf -théoriquement- de quelques nomades sahariens :

Les enfants kabyles sont donc confrontés à quatre langues (arabe officiel langue de l'enseignement, arabe algérien parlé, kabyle et français) et à trois alphabets ! Des témoignages oraux, dont la représentativité est invérifiable, font état d'une désertion des cours de kabyle par les élèves, ce qui était peut-être le but recherché.

Pour compliquer encore, on assiste à une « offensive » en faveur de l'anglais, venant d'une part des islamistes, d'autre part des Anglo-américains, pour diffuser cette « *langue de la mondialisation qui a l'avantage d'être neutre* » (comprendre : non seulement le français est la langue coloniale, mais surtout il véhicule la laïcité).

Tout cela fait suspecter « *un enterrement sous les fleurs* » des langues berbères, c'est-à-dire des satisfactions d'amour-propre pour désamorcer le militantisme kabyle : « *votre langue est objet d'études universitaires et promue au rang de langue officielle avec son alphabet propre* », l'essentiel des structures de l'arabisation restant en place. L'enseignement en kabyle, dès la première année du primaire et en caractères latins, serait une condition nécessaire, mais probablement insuffisante, pour la survie de la langue, avec adossement au français, qui est déjà la langue principale de la diaspora outre-mer et d'une bonne part de celle d'Alger. Ce lien assez étroit avec le français est spécifique aux Kabyles, et n'existe pas pour les autres groupes berbères, algériens comme marocains.

Ceux qui connaissent la susceptibilité, réelle ou affichée, des responsables algériens vis-à-vis de la permanence du français mesurent « la complication » de ce fait du « problème kabyle ».
La situation bien plus détendue au Maroc, tant vis-à-vis du français que du berbère, montre pourtant que tout cela pourrait être beaucoup moins dramatisé.

Pourquoi entretenir ce problème ? Pour toutes ces raisons invoquées plus haut, « *l'Algérie a mal à la Kabylie* ». Le grand soulèvement populaire (le hirak), qui a obtenu le départ du président Bouteflika, mais qui butte aujourd'hui sur la nouvelle présidence mise en place par les militaires, comprend de nombreux Kabyles, qui se proclament tels en brandissant leur drapeau. Mais nombreux d'entre eux ont été arrêtés pour cela.

L'Algérie a beaucoup de problèmes : nature du pouvoir, ruine économique, éducation nationale dramatiquement insuffisante... Pourquoi y rajouter « un problème kabyle » ?

Sources et références

Ce texte n'est pas fondé sur des écrits antérieurs, mais sur la collecte de témoignages souvent informels et rassemblés depuis des dizaines d'années, les discussions avec des auteurs kabyles lors de la présentation de leurs ouvrages, notamment au « Maghreb des livres » qui se tient régulièrement à Paris, ainsi que la direction d'études que j'ai exercé jusqu'en 2015 pour les mémoires des étudiants de l'ESCP dans le département des sciences sociales et humaines. Je me suis notamment appuyé sur la synthèse des écrits de Jean Amrouche effectuée par sa petite fille Constance Amrouche, dans son mémoire (primé) de juin 2008, et des mémoires d'autres étudiants de l'ESCP depuis 1994 traitant directement ou indirectement des événements en Kabylie.

Les témoignages écrits viennent également de chroniques de la guerre d'Algérie, principalement pour les remarques ethnologiques et sociologiques d'officiers SAS ayant vécu avec la population locale, puis du suivi de la presse algérienne contemporaine et des forums de discussion entre Algériens.

Je me suis également appuyé sur Salem Chaker, professeur de berbère à l'INALCO (PARIS) et Saïd Doumane, économiste, chargé de cours à l'INALCO « *La Kabylie et la question berbère* », Les cahiers de l'Orient n°84, décembre 2006.

Yves Montenay , août 2020

